



# D'Est en Ouest

**Des difficultés de planification aux contraintes de libéralisation, le cas des Pays d'Europe centrale et orientale**

Par **Thibault Cuénoud**

**L'**histoire du système économique des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) a été intense ces dernières décennies. Elle se caractérise principalement par le passage d'une économie socialiste sous la dominance soviétique à une économie capitaliste sous l'influence occidentale. Cette transformation structurelle, par la mutation d'une organisation collective centralisée à une privatisation des moyens de production, est qualifiée de période de transition. Cependant, la nouvelle configuration n'est pas pour autant source de stabilité. Le contexte actuel d'intégration à l'Union européenne puis à terme à la zone euro, dans un monde d'ins-

tabilité chronique, nous poussent à redéfinir des vulnérabilités potentielles peut-être changeantes mais toujours présentes pour ces sociétés.

## **L'INSTAURATION DE LA PLANIFICATION**

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS a imposé aux PECO un nouveau système organisationnel dénommé planification. Cette méthode d'organisation s'effectue à partir d'un plan fixant des objectifs de production sur des périodes généralement quinquennales à travers la collectivisation des terres, des industries et des activités commerciales. Le pouvoir central se voit donc définir les besoins macroéconomiques des entreprises et des individus afin de rationaliser les ressources. Il y a alors une hiérarchisation générale du contrôle des flux par l'Etat. Le monopole de la banque publique, la fixation totale du prix des salaires, des biens et des services ainsi que l'encadrement des relations commerciales internationales doivent permettre d'y répondre.

*Claude Pauquet,  
Thouars,  
Deux-Sèvres, 2006,  
série «Figure  
imposée 5».*

## L'IMPOSSIBLE VIABILITÉ D'UNE PLANIFICATION

Pour définir avec justesse les besoins macroéconomiques des agents, une information complète mais aussi de qualité doit pouvoir être disponible. Il s'est avéré que le pouvoir central n'était pas en mesure d'obtenir ces informations ni de les utiliser avec optimalité. L'obligation de respecter les objectifs du plan voire même de les dépasser, la lenteur et le poids des administrations, l'inadéquation des plans aux réalités de la société, l'autoritarisme croissant du pouvoir de par la centralisation des décisions, l'absence de fluctuation des prix véhiculant de l'information sont autant d'éléments qui expliquent largement l'échec des processus de planification. De nombreuses réformes ont été tentées mais elles ont amplement remis en cause les principes de l'idéal communiste plutôt qu'apporter des solutions viables.

## LE DÉBUT DE LA TRANSITION

A travers une concurrence exacerbée que s'imposaient le capitalisme et le socialisme, l'insuffisance persistante de croissance économique, les pénuries récurrentes ainsi que la diminution de la qualité de vie des individus ont finalement eu raison de l'idéologie communiste. La masse populaire, malgré une répression souvent sanglante, a imposé un changement de mode d'organisation. Le retour au capitalisme a émergé dans tous les PECO à la suite de la destruction du mur de Berlin le 9 novembre 1989. Cette période est appelée la transition. L'objectif était de restituer l'ensemble des facteurs de production aux forces de régulation du marché par la concurrence à travers un processus de privatisations, de libéralisation des prix et de la remise en avant de l'entrepreneuriat.

## UNE CONVERGENCE DIFFICILE ET DOULOUREUSE

Le passage de la planification à la libéralisation fut brutal. La majorité des flux a été dérégulée rapidement. La rareté des biens et des services hérités de la période socialiste (on parlait d'économie de pénurie) s'est traduite par une augmentation des prix domestiques. L'ouverture commerciale vis-à-vis du monde a rendu les entreprises nationales incapables d'affronter la concurrence des produits occidentaux. La libre fluctuation du taux de change a engendré une contrainte extérieure forte. Parallèlement, l'Etat devait stopper tous ses comportements paternalistes (fin des subventions, des allègements fiscaux...) afin d'instaurer une obligation financière réaliste. De nombreuses firmes n'ont pas tenu le choc face à cette culture libérale, provoquant chômage, perte de production, inflation, inégalités sociales, détérioration de la qualité des services publics...

## LE PROCESSUS D'INTÉGRATION À L'UNION EUROPÉENNE

La perspective d'adhérer à l'Union européenne puis, à terme, à la zone euro ont permis de faire bénéficier à ces territoires d'une relative attraction de l'Europe occidentale. L'implication a été double. Les instances communautaires européennes sont intervenues à travers l'intermédiaire des fonds structurels. Les partenaires européens ont exporté des flux d'investissements directs étrangers afin de profiter de coûts de production avantageux propices aux délocalisations (faible imposition fiscale, coûts des salaires dérisoires, réglementations attractives et proximité géographique) mais aussi pour toucher les nouveaux marchés que sont devenus les PECO. Ces éléments expliquent pour beaucoup la réussite d'une convergence vers l'économie de marché avec une dynamique économique forte à travers l'intégration au commerce international.

## DES VULNÉRABILITÉS PROPRES AU LIBÉRALISME

Le capitalisme a permis de résoudre des sources de vulnérabilités héritées de l'époque soviétique relativement inquiétantes. Pourtant, ce système économique est aussi porteur de fragilités qui sont d'autant plus importantes dans le contexte actuel de globalisation des échanges. Les instabilités d'un monde libéralisé se caractérisent par une concurrence entre territoires dans une majorité de domaines (économique, financier, technologique...) avec des pressions qui s'exercent afin de devenir l'espace le plus attractif. Cette libéralisation des flux induit automatiquement une dépendance grandissante aux chocs externes. La contrainte est alors double. Il faut concilier une croissance économique accélérée sous concurrence mondiale tout en étant dépendant du contexte international.

Les PECO ont tourné la page de la complexité organisationnelle de la planification centralisée. Ils ont opté en retour pour un capitalisme libéralisé qui leur a permis un rattrapage économique relativement positif. Pourtant, les bons fondamentaux macroéconomiques de ces pays ne sont pas suffisants comme gage de leur stabilité. L'ampleur de la crise actuelle, à travers les effets de contagion, semble le démontrer. Le rattrapage économique, l'intégration à l'Union européenne et l'adoption future de l'euro sont les principaux composants d'une dépendance déstabilisatrice avec le reste du monde. ■

Thibault Cuénoud est doctorant en sciences économiques à l'Université de Poitiers et assistant chercheur à l'ESCEM Poitiers-Tours. Il effectue sa thèse sur les crises financières et les fondamentaux macroéconomiques, sous la codirection de Jacques Léonard et Elisabeth Paulet.



Olivier Richey